

Ce n'est que par degrés qu'un monde étonné commença à se rendre compte que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud et, subséquemment, l'Etat libre d'Irlande étaient parvenus, vis-à-vis du Royaume-Uni, à une position qui les faisait décrire en 1926 comme des communautés autonomes... égales en statut, et en aucune manière subordonnées l'une à l'autre dans la gestion de leurs affaires domestiques ou étrangères..."

Il n'est pas surprenant que ce changement de statut se soit manifesté de bonne heure dans les relations du Canada avec son puissant voisin, les Etats-Unis. Durant la guerre de 1914-18, le Gouvernement canadien a jugé opportun d'établir une mission de guerre canadienne à Washington, afin de régler les nombreux problèmes créés par la guerre et affectant les relations entre les deux pays.

Le succès de cette mission, ayant virtuellement acquis des pouvoirs diplomatiques, avait convaincu sir Robert Borden qu'il serait dans le meilleur intérêt du Royaume-Uni et du Canada que le Gouvernement canadien eût une représentation indépendante à Washington. Il imposa ses vues à Londres et, dès 1920, il fut annoncé que le Roi, selon l'avis de ses ministres canadiens, nommerait un ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, agissant comme voie de communication avec le gouvernement de ce pays, sous la directive et relevant directement du Gouvernement canadien.

**Expansion rapide en trois ans.**—Toutefois, aucune nomination ne fut faite jusqu'en 1926, alors que l'hon. Vincent Massey (aujourd'hui haut commissaire du Canada au Royaume-Uni) fut désigné comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington, "ayant comme mission spéciale de représenter les intérêts de notre Puissance du Canada dans les Etats-Unis d'Amérique". En février 1927, il remit officiellement ses lettres de créance au Président Coolidge. Peu de temps après, les Etats-Unis nommèrent William Phillips, ex-ambassadeur en Belgique, premier ministre du pays au Canada.

Dans l'intervalle, un autre haut commissaire canadien, Dr W. A. Riddell, aujourd'hui haut commissaire canadien en Nouvelle-Zélande, avait été mis en 1925 à la tête du Bureau consultatif canadien à Genève. Il avait pour fonction d'informer le Gouvernement canadien de tous développements à la Société des Nations et au Bureau international du Travail, et de représenter le Canada à quelques-unes des nombreuses conférences internationales tenues sous les auspices de la Société. A titre d'ancien haut fonctionnaire du Bureau international du Travail, Dr Riddell était bien qualifié pour représenter le Canada à la direction de cet organisme dont le Canada était membre inamovible comme étant un des huit Etats industriels les plus importants. En 1938, le titre du représentant fut changé pour celui de délégué inamovible à la Société des Nations, conformément à la pratique en usage à Genève. Le bureau fut maintenu à Genève jusqu'aux événements de mai 1940, qui nécessitèrent le rappel du représentant canadien.

A la conférence impériale de 1926, il avait été convenu que le gouverneur général du Canada n'agirait plus comme voie de communication entre le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Dominion dont il était le gouverneur général. Par ce nouvel arrangement, le gouverneur général devenait, en ce qui concerne le Canada, selon l'expression du Premier Ministre Mackenzie King: "au sens le plus vrai et le plus large du mot, le représentant personnel du Souverain". A partir du 1er juillet 1927, la correspondance du Royaume-Uni ou d'autres pays avec le Gouvernement canadien devait être adressée au Secrétaire d'Etat des Affaires extérieures. Une des conséquences naturelles de cet arrangement fut la déci-